

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville de Menin, 3e division (ex-Lauwe)

Lot 1. Le restant d'une parcelle de terrain, situé près la rue dite « Dronkaardstraat », ayant une superficie de 3 a 5 ca, cadastré section B, partie du n° 170/b, tenant au domaine de l'Etat et à Albert Deplancke-Depraetere.

Lot 2. Le restant d'une parcelle de terrain, situé comme ci-avant, ayant une superficie de 15 ca, cadastrée section B, partie du n° 171/g, tenant au domaine de l'Etat et à Henri Deplancke-Lorrez.

Prix : 60 000 francs, inclus les frais de bornage, outre les frais de l'acte.

Les réclamations éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition, H. Consciencestraat 9/2, 8500 Courtrai (tél. 056/21 57 22).

L'Etat belge se propose de céder pour cause d'utilité publique à la commune d'Uccle :

Commune d'Uccle

Parcelle de terrain à l'angle de la chaussée d'Alseberg et de la chaussée de Drogenbos, d'une superficie de 26 a 39 dma, cadastrée ou l'ayant été section G, partie des n° 289/P/2, 289/n/2, 289/m/2, tenant à l'Etat belge.

Prix : néant, outre les frais.

Les réclamations éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Premier Comité d'acquisition d'immeubles, Centre administratif des finances, avenue Louise 245, à 1050 Bruxelles (tél. 02/641 05 71).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville de Péruwelz

Une parcelle de terrain de 11 a 59 ca, au lieu-dit « Rue du Canal », cadastrée section B, n° 626A, tenant à la ville de Péruwelz; à Degauquier-Michez, René; à Depret-Delcourt, Paul, et au domaine de l'Etat.

Prix : 17 400 francs, outre les frais.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis, au Comité d'acquisition à Mons, digue des Peupliers 71 (tél. 065/31 83 11).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

25 MAI 1981. — Circulaire concernant le renouvellement des registres de population. — Instructions générales concernant la tenue des registres de population, la constatation des changements de résidence et la délivrance des cartes et pièces d'identité (« Moniteur belge » du 2 avril 1981)

Circulaire à MM. les Gouverneurs de province.

Monsieur le Gouverneur,

Pour information :

A. MM. les Commissaires d'arrondissement.

A Mmes et MM. les Bourgmestres et Echevins.

La récente mise en vigueur des instructions générales susvisées qui remplacent celles du 31 décembre 1970 et qui sont annexées à ma circulaire du 19 mars 1981 relative au renouvellement des registres de population pose le problème de la date à laquelle doivent s'opérer les inscriptions et radiations découlant du recensement. L'application de la nouvelle procédure ayant trait à la transmission à l'officier de l'état civil de la nouvelle résidence de l'extrait du casier judiciaire des personnes reprises sur le certificat de changement de résidence modèle 2 suscite par ailleurs des difficultés.

Ma circulaire précitée rappelle aux communes que l'arrêté royal du 24 décembre 1980 a fixé la date du recensement général de la population au 1er mars 1981. Le n° 2 des susdites instructions précisé en conséquence sous la rubrique « Règles particulières relatives aux recensement » que les inscriptions et radiations opérées au départ des anomalies constatées lors du recensement doivent s'effectuer à la date du 1er mars 1981. L'Institut national de Statistique souhaitant que le recensement reflète l'état exact

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Menen, 3e afdeling (voorheen Lauwe)

Lot 1. Een grondoverschot nabij de Dronkaardstraat, van 3 a 5 ca, gekadastréerd sectie B, deel van nr. 170/b, palend aan het staatsdomein en Albert Deplancke-Depraetere.

Lot 2. Een grondoverschot, gelegen als hiervoor, met een oppervlakte van 15 ca, gekadastréerd sectie B, deel van nr. 171/g, palend aan het staatsdomein en Henri Deplancke-Lorrez.

Prijs : 60 000 frank, afbakeningskosten inbegrepen, plus de kosten der akte.

Eventuele bezwaren dienen binnen een maand van dit bericht bekendgemaakt aan het Aankoopcomité, H. Consciencestraat 9/2, 8500 Kortrijk (tel. 056/21 57 22).

De Belgische Staat is voornemens afstand te doen wegens openbaar nut aan de gemeente Ukkel :

Gemeente Ukkel

Perceel grond aan de hoek van Alsebergsteenweg en steenweg op Drogenbos, met een oppervlakte van 26 a 39 dma, gekadastréerd of het geweest zijnde sectie G, deel van nrs. 289/P/2, 289/N/2, 289/M/2, palende aan de Belgische Staat.

Prijs : nihil, buiten de kosten.

Eventuele bezwaren dienen binnen een maand van dit bericht toegezonden te worden aan het Eerste Aankoopcomité van onroerende goederen te 1050 Brussel, Louizalaan 245 (tel. 02/641 05 71).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Péruwelz

Een perceel grond van 11 a 59 ca, ter plaatse genaamd « Rue du Canal », gekadastréerd sectie B, nr. 626A, palende aan de stad Péruwelz; aan Degauquier-Michez, René; aan Depret-Delcourt, Paul, en aan het staatsdomein.

Prijs : 17 400 frank, plus de kosten.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Bergen, digue des Peupliers 71 (tel. 065/31 83 11).

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

25 MEI 1981. — Omzendbrief betreffende de vernieuwing van de bevolkingsregisters. — Algemene onderrichtingen betreffende het houden van de bevolkingsregisters, de vaststelling van de verblijfsveranderingen en de afgifte van de identiteitskaarten en -stukken (« Belgisch Staatsblad » van 2 april 1981)

Rondschrijven aan de Heren Provinciegouverneurs.

Mijnheer de Gouverneur,

Ter kennisgeving :

Aan de Heren Arrondissementscommissarissen.

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen.

Het recent in werking stellen van de bovenvermelde algemene onderrichtingen welke die van 31 december 1970 vervangen en gevoegd zijn bij mijn omzendbrief van 19 maart 1981, betreffende de vernieuwing van de bevolkingsregisters, doet het probleem rijzen van de datum waarop de inschrijvingen en de afvoeringen die uit de volkstelling voortspruiten, moeten verricht worden. De toepassing van de nieuwe procedure betreffende de toezending aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de nieuwe verblijfplaats van het uittreksel uit het strafregister van de personen vermeld op het bewijs van verblijfsverandering model 2, geeft eveneens aanleiding tot moeilijkheden.

Mijn vorenbedoelde omzendbrief herinnert er de gemeenten aan dat het koninklijk besluit van 24 december 1980 de datum van de algemene volkstelling heeft vastgesteld op 1 maart 1981. Nr. 2 van de bovengenoemde onderrichtingen bepaalt dienvolgens onder de rubriek « Bijzondere regels betreffende de volkstelling » dat de inschrijvingen en de afvoeringen die het gevolg zijn van bij de tellingsverrichtingen vastgestelde onjuistheden, op datum van 1 maart 1981 uitgevoerd moeten worden. Daar het Nationaal Instituut voor de Statistiek wenst dat de telling de juiste stand

de la population à la date du 1er mars à 0 heure, les inscriptions et radiations découlant du recensement doivent s'opérer à la date non pas du 1er mars mais du 28 février.

Le texte figurant sous le n° 2 susvisé est dès lors adapté comme suit :

— au 4ème alinéa, les mots « à la date du recensement » sont remplacés par « à la date du 28 février 1981 » ;

— au 6ème alinéa, les mots « à cette date » sont remplacés par « à la date du 28 février 1981 » ;

— au 7ème alinéa, les mots « La même date » sont remplacés par « Cette dernière date » ;

— au 8ème alinéa, les mots « à la date du 1er mars 1981 » sont remplacés par « à la date du 28 février 1981 ».

Le point 8, deuxième alinéa, de ma circulaire précitée du 19 mars 1981 stipule d'autre part que l'enveloppe fermée contenant les listes et bulletins de condamnations — ou à défaut, les certificats négatifs — des personnes reprises sur le certificat de changement de résidence modèle 2 doit être transmise à l'officier de l'état civil de la nouvelle résidence, non plus simultanément avec ledit modèle 2 mais après réception du certificat d'inscription modèle 3. L'expérience a démontré que cette modification de procédure entraîne des difficultés en matière de délivrance des certificats de bonnes conduite, vie et mœurs. Si en effet une personne nouvellement installée dans la commune sollicite un tel certificat, elle ne peut obtenir satisfaction aussi longtemps que l'extrait de son casier judiciaire n'a pas été transmis à l'officier de l'état civil par la commune de sa résidence précédente. Etant donné que cet envoi est subordonné à la réception du certificat d'inscription, un laps de temps relativement important peut s'écouler entre le moment où une personne transfère effectivement sa résidence dans une autre commune et celui où l'extrait de son casier judiciaire est transmis à cette commune. J'ai décidé, afin de supprimer cet inconvénient, de rétablir la règle de l'envoi simultané du certificat de changement de résidence modèle 2 et de l'extrait du casier judiciaire des personnes qui y sont reprises.

Ne doit par conséquent pas être biffée au bas de ce certificat dont le modèle a été publié au *Moniteur belge* du 30 avril 1960 la phrase ci-après reproduite :

« N.B. Le présent certificat doit toujours être accompagné d'un extrait du casier judiciaire ou d'un certificat négatif. »

Par ailleurs, le texte figurant sous les n° 21, 131 et 132 des instructions générales susvisées est adapté comme suit :

— au n° 21, l'avant-dernier alinéa est remplacé par le texte ci-après :

« L'administration communale joint au certificat de changement de résidence modèle 2, sous enveloppe fermée adressée à l'officier de l'état civil de la nouvelle résidence, les listes et bulletins des condamnations, transactions et décisions entraînant des déchéances de droits, concernant les personnes portées sur le modèle 2. Si aucune de ces personnes n'a fait l'objet de condamnations, transactions ou décisions, l'administration communale envoie un certificat négatif » ;

— au n° 131, la deuxième phrase du 1er alinéa est remplacée par le texte ci-après :

« Les listes et bulletins des condamnations, transactions et décisions entraînant des déchéances de droits, concernant les personnes reprises sur le certificat de changement de résidence, sont transmis en même temps que ce certificat, mais sous pli fermé, à l'officier de l'état civil de la nouvelle résidence » ;

— le n° 132 est remplacé par le texte ci-après :

« Si aucune de ces personnes n'a fait l'objet de condamnations, transactions ou décisions visées au n° 131, un certificat négatif est toujours joint au modèle 2 ».

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de porter les instructions qui précèdent à la connaissance des communes par la voie du *Mémorial administratif*.

Bruxelles, le 25 mai 1981.

Le Ministre,
Ph. Busquin.

van de bevolking op datum van 1 maart te 0 uur weergeeft, moeten de inschrijvingen en de afvoeringen die uit de telling voortvloeien, verricht worden niet op datum van 1 maart, maar van 28 februari.

De tekst onder bovenvermeld nr. 2 moet dus worden aangepast als volgt :

— vierde lid : de woorden « op de datum van de telling » worden vervangen door « op datum van 28 februari 1981 » ;

— zesde lid : de woorden « op deze datum » worden vervangen door « op datum van 28 februari 1981 » ;

— zevende lid : de woorden « Dezelfde datum » worden vervangen door « Laatste bedoelde datum » ;

— achtste lid : de woorden « op datum van 1 maart 1981 » worden vervangen door « op datum van 28 februari 1981 ».

Punt 8, tweede lid, van mijn vorenvermelde omzendbrief van 19 maart 1981 bepaalt verder dat de gesloten omslag met de lijsten en staten van veroordelingen — of, bij ontstentenis, de negatieve bewijzen — van de personen vermeld op het bewijs van verblijfsverandering model 2 moet worden toegezonden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, niet meer gelijktijdig met bedoeld model 2, maar na ontvangst van het inschrijvingsbewijs model 3. De ervaring heeft aangetoond dat deze procedurewijziging moeilijkheden doet rijzen inzake afgifte van de getuigschriften van goed zedelijk gedrag. Immers, indien een persoon die zich pas in de gemeente heeft gevestigd, een dergelijk getuigschrift aanvraagt, kan hij geen voldoening krijgen zolang het uittreksel uit zijn strafregister niet aan de ambtenaar van de burgerlijke stand is toegezonden door de gemeente, waar hij zijn vorige verblijfplaats had. Daar die toezending afhankelijk is gesteld van de ontvangst van het inschrijvingsbewijs, kan een vrij lange tijd verlopen tussen het ogenblik dat een persoon werkelijk zijn verblijf in een andere gemeente overbrengt en het ogenblik dat het uittreksel uit zijn strafregister aan die gemeente wordt toegezonden. Om dit bezwaar te verhelpen heb ik beslist opnieuw de regel in te voeren van de gelijktijdige toezending van het bewijs van verblijfsverandering model 2 en van het uittreksel uit het strafregister van de personen die erop vermeld staan.

Onderaan op dat bewijs, waarvan het model werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1960, moet navolgende zin :

« N.B. Dit bewijs moet steeds vergezeld gaan van een uittreksel uit het strafregister of van een negatief getuigschrift. » dus niet worden geschrapt.

Verder wordt de tekst voorkomende onder de nrs. 21, 131 en 132 van de bovenvermelde algemene onderrichtingen aangepast als volgt :

— nr. 21 : het voorlaatste lid wordt door volgende tekst vervangen :

« Het gemeentebestuur voegt bij het bewijs van verblijfsverandering model 2, onder gesloten omslag gericht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de nieuwe verblijfplaats, de lijsten en staten van veroordelingen, dadingen en beslissingen welke verval van rechten tot gevolg hebben voor de op model 2 vermelde personen. Is geen van die personen het voorwerp van veroordelingen, dadingen of beslissingen geweest, dan zendt het gemeentebestuur een negatief bewijs. » ;

— nr. 131 : de tweede zin van het eerste lid wordt door volgende tekst vervangen :

« De lijsten en staten van veroordelingen, dadingen en beslissingen welke verval van rechten tot gevolg hebben voor de op het bewijs van verblijfsverandering vermelde personen, worden terzelfdertijd als dat bewijs, doch onder gesloten omslag, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de nieuwe verblijfplaats gezonden. » ;

— nr. 132 : wordt door volgende tekst vervangen :

« Als er ten aanzien van die personen geen veroordelingen, dadingen of beslissingen als bedoeld in nr. 131 bestaan, wordt een negatief bewijs steeds bij model 2 gevoegd. »

U gelieve, Mijnheer de Gouverneur, bovenstaande onderrichtingen via het provincieblad ter kennis van de gemeenten te brengen.

Brussel, 25 mei 1981.

De Minister,
Ph. Busquin.